



Gaz de schiste: pas de ministres libéraux sur le terrain avant le rapport du BAPE

QUÉBEC – Il ne faudra pas compter sur les élus libéraux pour calmer le jeu dans la campagne québécoise sur l'exploitation des gaz de schiste avant que le BAPE n'accouche de son rapport au début de février prochain. Selon la ministre des Ressources naturelles Nathalie Normandeau, ce sont les audiences publiques du BAPE, qui débutent la semaine prochaine à Saint-Hyacinthe, qui vont «offrir un forum pour les échanges, les débats et les discussions».



La ministre Nathalie Normandeau veut attendre le rapport du BAPE.

PHOTO D'ARCHIVES OLIVIER JEAN

Yves Chartrand

chartrand@ruefrontenac.com

Dans l'eau chaude depuis plusieurs semaines dans cette affaire en train de mousser une véritable fronde citoyenne contre son gouvernement, Nathalie Normandeau continue néanmoins de défendre l'industrie du gaz de schiste qui, dit-elle, «est de bonne foi dans la démarche qu'elle a faite».

«Les dirigeants de l'industrie du gaz ont parfaitement le droit de prendre l'initiative de rencontrer les communautés et de répondre aux préoccupations des citoyens», dit la ministre des Ressources naturelles. «C'est un geste que j'ai salué au départ, mais évidemment, à voir les réunions qui se sont déroulées, on aurait souhaité que ça se passe différemment» avec «un peu plus de respect».

Normandeau dit maintenant «avoir compris le message». Sur le fond, décrypte-t-elle, «je ne crois pas que les gens soient contre. Ils ont juste besoin qu'on les rassure et qu'on leur donne des réponses impartiales, objectives et scientifiques.»

Ce rôle, dit-elle, a été confié au BAPE qui doit produire un rapport pour le 4 février 2011 sur l'exploitation du gaz de schiste dans la

vallée du Saint-Laurent. Le Bureau d'audiences publiques en environnement est une «institution crédible» a-t-elle pris la peine de souligner et offrira aux citoyens qui y participeront «un forum pour les échanges, les débats et les discussions».

Rejet des critiques

La ministre rejette du revers de la main les critiques qui prétendent, que le mandat de quatre mois est beaucoup trop court pour aller au fond des choses et qu'il ne servira que de tremplin à la volonté du gouvernement libéral de permettre une exploitation tous azimuts des gaz de schiste.

Mercredi, Nathalie Normandeau a déclaré que les ministres de son gouvernement attendront ce rapport du BAPE l'hiver prochain pour sortir dans les campagnes et convaincre les populations rurales.

En chambre, Pauline Marois a reproché à la ministre Normandeau et au gouvernement de Jean Charest d'être incapable «d'aller lui-même à la rencontre des citoyens sur des enjeux de première importance».

Les 700 personnes qui ont participé à la réunion de Saint-Hyacinthe mardi ont été «choquées» de trouver devant eux des représentants de l'in-

dustrie du gaz, plutôt que les ministres de l'Environnement et des Ressources naturelles. «André Caillé a au moins le mérite de se présenter pour en débattre», dit la chef péquiste.

Marois exige un moratoire

Encore une fois, Pauline Marois a exigé un moratoire sur cette industrie «avant qu'on ne gâche toute la situation que les citoyens dénoncent».

Comme la ministre Normandeau, Jean Charest s'est rabattu sur les prochaines audiences du BAPE pour répliquer. Il a indiqué que le rapport du BAPE servirait à construire «un cadre législatif et réglementaire» pour encadrer l'exploitation du gaz de schiste. Il a évité de dire si son gouvernement irait rencontrer les citoyens d'ici là.

Le député péquiste Sylvain Gaudreault a réussi à faire mal paraître la ministre Normandeau, lorsqu'il lui a demandé si elle avait reçu ou consulté M. Jean Cinq-Mars sur l'exploration des gaz de schiste.

Nathalie Normandeau a balbutié prendre note de la question, ne sachant pas, de toute évidence, qui était ce quidam. Jusqu'à ce que le député péquiste l'informe que Jean Cinq-Mars est le commissaire au Développement durable nommé par le gouvernement libéral...



Enjeux | Philippe Rezzonico

Spectacle bénéfique pour les droits sociaux – La musique et l'humour pour contrer la pauvreté

Les Québécois sont spontanément généreux quand vient le temps de soutenir financièrement de grandes causes humanitaires comme le tremblement de terre en Haïti.

Politique provinciale | Mathieu Boivin

Témoignages de Jacques Dupuis et Yvon Marcoux – Pas de pressions indues

QUÉBEC – Nouvelle surprise à la commission Bastarache : le nom de Marc Bellemare se trouverait parmi ceux des participants à une rencontre tenue dans la soirée du 2 septembre 2003 par l'association libérale de Vanier.

Faits divers | Daniel Renaud et Jean-François Codère

Meurtre à Laval – Un autre soldat du clan Rizzuto meurt au combat

L'homme tué tôt mercredi matin à Laval en menait passablement large au sein du crime organisé italien.

Gaz de schiste

Caillé persiste et signe



PHOTO D'ARCHIVES ANNIK MH DE CARUFEL

Malgré le fiasco évident des dernières assemblées publiques, André Caillé persiste et signe. Il repartira avec une nouvelle tournée de rencontres publiques «version améliorée» pour continuer de donner de l'information aux citoyens sur l'exploitation des gaz de schiste.

Jessica Nadeau

nadeau@ruefrontenac.com

En entrevue à Rue Frontenac aux lendemains de la rencontre de Saint-Hyacinthe, où les citoyens ont exprimé un ras-le-bol collectif, le président de l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ) a affirmé qu'il avait renvoyé ses gens travailler sur une

nouvelle formule de rencontres plus efficaces.

Il soutient avoir beaucoup appris des trois séances qui ont été qualifiées de part et d'autres de véritable échec de relations publiques.

«Il y a eu du négatif, comme le chahut et le désordre qui n'offraient pas un climat propice à poser et répondre à des questions. Mais il y a eu aussi du posi-

tif. J'ai maintenant une très bonne idée des questions qui sont posées. On connaît les questions et on veut offrir les réponses de l'industrie.»

Il veut s'inspirer de la séance d'information qui s'est tenue dans la petite salle mardi soir à Saint-Hyacinthe où à peine une centaine de participants ont posé des questions dans le calme, alors que des centaines d'autres se bouscullaient au micro dans la grande salle.

«On va s'inspirer de tout cela pour faire des rencontres efficaces [...] Ils sont partis avec cette commande de ma part pour organiser des rencontres qui se déroulent de façon correcte et conviviale.»

André Caillé continue de faire confiance à l'équipe de relations publiques de National qui mènera le projet à bien dans un avenir rapproché.

L'homme prend l'entière responsabilité du chahutage survenu mardi soir à Saint-Hyacinthe. «C'est dû à la manière dont c'était organisé. Je n'ai personne à blâmer là-dessus, c'est moi qui ai accepté le mandat, c'est moi qui ai pris la responsabilité. Je ne veux envoyer la balle à personne.»

Il avoue qu'il y a eu des ratés, mais refuse de parler d'échec.

«Je ne suis pas d'accord pour dire que ça a été un échec total. Mais ça ne se reproduira pas. Vous imaginez si j'organisais une quatrième rencontre dans une autre ville comme Drummondville, ce qui arriverait? Vous le savez autant que moi. Mais j'ai compris. C'est moi qui voulais ça. Je ne savais pas que ça tournerait comme ça. Je pensais que ça pouvait marcher. Mais j'ai appris.»

Il affirme que c'est le devoir de l'industrie de continuer à informer la population. «Je considère que c'est notre responsabilité d'informer la population, il n'y a nul autre que nous qui pouvons apporter les réponses de l'industrie aux préoccupations des gens. Nous allons faire la job, je refuse de baisser les bras, et nous continuons avec le même objectif d'apporter des réponses aux citoyens.»

Nouvelles accusations contre Dave Hilton

Comme ça semble malheureusement devenir la routine pour les célèbres frères Hilton, c'est au terme d'une beuverie que Dave, 46 ans, et Jimmy, 38 ans, auraient été arrêtés mardi soir pour une affaire de violence conjugale. Dave était si ivre et apparemment décidé à ne pas répondre aux sommations des policiers qu'il a été aspergé de poivre de Cayenne.

David Santerre

santerred@ruefrontenac.com

Parmi les deux frères, Jimmy est beaucoup moins connu et dispose d'un casier judiciaire plus mince que ses frères dont la dernière inscription remonte à 1998. Il se trouvait chez l'ex de Dave Hilton sur la rue Saint-Germain, dans le secteur Cartierville.

Celle-là même qu'il est accusé d'avoir maltraitée, il y a quelques mois à Laval, avant qu'elle ne retire sa plainte.

Ils auraient bu beaucoup, beaucoup. Une dispute aurait éclaté en soirée. Pour des raisons plus ou moins claires. Elle lui reprochait apparemment son manque d'assiduité aux rencontres des alcools anonymes.

Et en soirée, les deux Hilton écoutaient de la musique, trop fort au goût de la dame qui voulait écouter la télé. Elle aurait menacé d'appeler la police, ce qu'elle aurait fait finalement. Pendant ce temps, l'ex-champion du monde l'aurait heurtée avec l'épaule, d'où l'accusation de voies de fait.

Quand les policiers sont arrivés, Dave aurait quitté les lieux, et Jimmy serait resté sur place et aurait coopéré. Mais il en allait tout autrement pour Dave, qui marchant vers une policière, qui l'aurait sommée de s'arrêter faute de quoi elle le «gazerait», aurait ignoré l'ordre. Et

elle l'aurait donc aspergée.

On ne sait pas trop ce qui est à l'origine toutefois de l'accusation de menace qui pèse contre les deux hommes. Il semble qu'une autre femme qui était sur les lieux en ait été témoin.

Les frangins ont comparu ce mercredi après-midi. Jimmy, plus élégamment vêtu que Dave qui avait l'air plutôt absent, a été immédiatement libéré sous condition en attendant la suite des choses.

Accusé en plus de voies de fait, Dave revient en cour jeudi matin pour l'audience sur sa remise en liberté.

Gaz de schiste

« PAS D'URGENCE » selon Frank A. Dottori

PHOTO ANNIK MH DE CARUFEL

 Rue Frontenac sur la route du schiste

Le gouvernement Charest commet une erreur en «cherchant à pousser» le dossier du gaz de schiste alors que la population s'inquiète pour l'environnement, soutient l'ex-PDG de la papetière Tembec, Frank A. Dottori.



«Il n'y a pas d'urgence, il n'y a pas le feu», a-t-il confié mercredi à Rue Frontenac.

Frank A. Dottori est cet entrepreneur de Témiscaming qui a reconnu, l'an dernier, que les forêts devaient faire leur mea-culpa pour la façon dont elles ont «géré» la forêt pendant

plus de 30 ans, avec l'accord tacite des gouvernements. Il a pour ainsi dire donné raison au chanteur engagé Richard Desjardins, qui avait dénoncé les coupes à blanc dans son film documentaire L'Erreur boréale.

Cette fois, l'ingénieur s'interroge sur la capacité du gouvernement et de sa ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau, de bien mesurer les enjeux sociaux et économiques.

Il pose des questions et il fournit des réponses. Selon lui, le gouvernement devrait se donner «une année de réflexion et d'analyses» pour faire retomber la pression, tenir une commission parlementaire sur le sujet, étudier les rapports qui lui seront présentés et ensuite prendre une décision éclairée.

«Je le répète: il n'y a pas péril en la demeure. Il faut prendre le temps qu'il faut. Il y avait du gaz dans le sol québécois il y a 100 ans. À ce que je sache, il ne se volatiliser pas demain matin. Mais il faut se donner une échéance: un an, ça m'apparaît raisonnable», calcule-t-il.

Il ajoute: «La pression est forte et la population veut voir des études scientifiques crédibles pour se faire une opinion valable, basée sur des certitudes.»

Frank A. Dottori reconnaît qu'il n'est pas un acteur de premier plan dans ce dossier. Mais il connaît le domaine. Il siège au conseil du CRIBE (créé en 2009 par le gouvernement de l'Ontario), qui a pour mission de soutenir la création de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises dans le secteur de la bioéconomie grâce à la biomasse forestière du nord de l'Ontario.

«Moi, de prime abord, je suis contre le pétrole et le gaz, qui contaminent notre environnement. À vrai dire, je ne crois pas que nous avons besoin du gaz de schiste pour vivre et survivre. Il vaudrait mieux changer nos habitudes de consommation», concède-t-il.

Éviter les erreurs du passé

L'ex-grand patron de Tembec dit malgré tout «comprendre» les motivations des grandes compagnies qui meurent d'envie de sonder le

sous-sol québécois pour engranger des profits. «C'est pour eux une ruée vers l'or. Ces compagnies-là ne veulent pas attendre. Je ne prétends pas que l'exploitation du gaz de schiste représente un danger pour la population et pour la qualité de l'eau. Mais c'est au gouvernement de fixer les balises. C'est au gouvernement de prendre ses responsabilités», suggère-t-il.

Frank A. Dottori souhaite même que le gouvernement impose aux compagnies gazières de cotiser à un «fonds d'urgence», à même les profits qu'elles vont réaliser si jamais elles exploitent la ressource au Québec, pour compenser les victimes et pour «intervenir en cas de catastrophe».

Mais au-delà de toutes ces questions, l'ex-président de la forestière Tembec croit qu'il faut apprendre des erreurs du passé. «Tout doit passer par la transparence. Il faut s'assurer qu'on verra au bien-être de la population. L'industrie de la forêt a été montrée du doigt dans le passé et elle en paye le prix, avec une forêt où on a limité les coupes d'arbres. Il serait temps de parler des vraies choses», conclut-il.

Deux poids, deux mesures

Une chronique de MICHEL VAN DE WALLE | vandewallem@ruefrontenac.com



C'est drôle comme la décision d'interdire l'exploration pétrolière et gazière dans l'estuaire du Saint-Laurent arrive au bon moment. En annonçant la chose au beau milieu de l'intense débat sur les gaz de schiste, le gouvernement Charest a voulu se redonner un peu de crédibilité en matière de protection de l'environnement.

J'entendais à Radio-Canada le metteur en scène Dominique Champagne noter que la décision de Québec avait créé de la confusion. Certaines personnes, racontait-il, ont cru que le gouvernement venait de suspendre les activités d'exploration des gaz de schiste. M. Champagne, qui a une maison dans le coin de Lotbinière, s'inquiète des impacts environnementaux de ces activités dans sa région et, comme beaucoup d'autres, demande l'instauration d'un moratoire jusqu'à ce qu'on y voie plus clair.

Sur le fond, doit-on dire pour ce qui est du Saint-Laurent, c'était la

décision à prendre à la suite de l'«évaluation environnementale stratégique». La ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau, soulignait que la zone comprise entre l'île d'Orléans et l'île d'Anticosti était un «milieu complexe et fragile». On ne pouvait se permettre d'y exploiter le gaz et le pétrole en prenant le risque de mettre en péril non seulement le milieu marin et côtier, mais aussi d'autres filières économiques, comme la pêche et le tourisme.

D'ailleurs, quand on constate les dégâts causés par la marée noire dans le golfe du Mexique le printemps dernier, on n'ose imaginer le désastre qu'un accident, même de moindre ampleur, pourrait générer dans le Saint-Laurent et sur ses rives.

Ce qui est toutefois aberrant et défie toute logique, comme plusieurs autres l'ont noté, c'est que le gouvernement Charest a suivi dans le cas de l'estuaire du Saint-Laurent un processus d'évaluation qu'il refuse d'appliquer pour le gaz de schiste.

Dans son communiqué, le gou-



Estuaire du Saint-Laurent et gaz de schiste: deux processus différents.

PHOTO D'ARCHIVES ANNICK MH DE CARUFEL

vernement affirme pourtant ceci : «L'évaluation environnementale stratégique est une méthode mondialement reconnue. Elle est un outil privilégié de développement durable qui se situe en amont des projets. L'EES ne se substitue pas aux travaux du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Au contraire, elle sert à dresser la toile de fond sur laquelle pourraient être menées les études

d'impact sur l'environnement sur des projets spécifiques de développement pétrolier et gazier en milieu marin et qui feront par la suite l'objet d'audiences du BAPE.»

Si c'est vrai pour l'estuaire du Saint-Laurent (et une seconde étude est en cours pour le golfe du Saint-Laurent), pourquoi ce ne serait pas tout aussi vrai pour les gaz de schiste?

Une question, comme ça.

Olymel

«Tout va très bien à Vallée-Jonction», dit la direction

Le climat de travail serait au beau fixe à l'usine d'Olymel de Vallée-Jonction, selon la direction de l'entreprise d'abattage et de transformation faisant partie de la Coopérative fédérée.

Yvon Laprade

lapradey@ruefrontenac.com

«Tout va très bien. Ce n'est pas vrai que ça va tout croche», tient à rectifier le porte-parole d'Olymel, Richard Vigneault. Visiblement, la direction de l'entreprise a été «très contrariée» par les propos du président du syndicat (CSN), Martin Maurice. Ce dernier a confié mardi à Rue Frontenac que les tensions seraient vives entre la direction

et le syndicat.

«Nous ne nions pas qu'il existe un problème touchant les libérations syndicales, mais cette question sera discutée devant un arbitre (de la Commission des relations du travail) les 3 et 4 novembre. Ça va se régler devant un arbitre, pas dans les médias», réplique Richard Vigneault. En entrevue avec Rue Frontenac, le président du syndicat soutenait que la compagnie avait restreint l'accès du local syndical à l'usine. «Ce n'est pas vrai. Ils (le syndicat) ont un local, une ligne téléphonique...», ajoute le porte-parole, qui n'est pas d'accord avec cette «interprétation syndicale».

Et qu'en est-il de la rentabilité de l'usine beauceronne

après les réductions financières de plus de 30% imposées aux 1050 travailleurs lors des négociations de l'hiver 2007, pilotées par l'ex-premier ministre Lucien Bouchard?

Coup de barre

La direction de l'entreprise défend ses décisions.

«C'était la bonne décision à prendre. Il fallait faire quelque chose. On avait perdu 150 M\$ pendant trois ans, c'était majeur. On envisageait la fermeture de l'usine», rappelle le porte-parole d'Olymel.

Il maintient que le douloureux coup de barre a donné des résultats positifs.

«Toutes les mesures qui ont été prises pour retrouver la rentabilité ont porté leurs fruits», assure-t-il.

Et les salaires amputés? Là encore, Olymel affirme que la rémunération des travailleurs «est au-dessus des salaires comparables chez Olymel et chez ses compétiteurs.»

«Avec le contrat de travail qu'ils ont signé, ils demeurent parmi les mieux payés», fait valoir Richard Vigneault.

Il tient également à rappeler l'investissement de 3,1 M\$ annoncé en juillet 2010 pour la construction d'un nouveau système d'assainissement des eaux.

«Les employés devraient être rassurés parce qu'on continue d'investir à l'usine», estime le porte-parole.

L'usine de Vallée-Jonction tourne à plein avec 37 500 porcs transformés chaque semaine.

Sylvain Lafrance accède à la présidence des Radios francophones publiques

Sylvain Lafrance qui reprend la présidence des Radios francophones publiques (RFP), voilà un beau prétexte pour parler d'un média qui semble bien se moquer de la prétendue crise des médias.

Pascale Lévesque

levesquep@ruefrontenac.com

Car s'il est un média qui a le vent dans les voiles, malgré les grands changements technologiques survenus dans les dernières années, ne seraient-ce que toutes les possibilités que permet Internet, c'est bien la radio publique.

Les représentants de Radio-Canada, Radio France, Radio Suisse romande et Radio-télévision belge de la Communauté française, tous membres des RFP, en témoignaient tous mardi, alors que le vice-président des services français de la SRC accédait à la présidence du groupe. Il s'agit d'un second mandat de deux ans pour Sylvain Lafrance, qui prenait ainsi le relais de Jean-Luc Hees, le président-directeur de Radio France.

«Depuis 10 ans, la popularité de la radio publique est soit stable ou en progression», a fait remarquer M. Lafrance lors d'un échange autour d'une table d'un hôtel de Montréal. En France, notait pour sa part M. Hees, «le Groupe Radio France représente 25 à 27% de parts d'audience», en

soulignant du même coup que la radio défait les lois du marché. «En radio publique, on privilégie l'offre par rapport à la demande. Et on remarque que plus on est exigeant dans ce qui est diffusé, plus les auditeurs sont au rendez-vous», a-t-il soulevé.

«Avec l'arrivée des chaînes de télévision d'information continue, on a d'abord cru que la radio s'était fait doubler. Mais ça l'a forcée à développer un nouveau créneau, celui du sens, avec la nouvelle approfondie, l'explication», souligne le nouveau président.

Dans ce contexte, il semble donc plus pertinent que jamais que les RFP, regroupement qui existe depuis 1955 et qui représente aujourd'hui une vingtaine de chaînes et réseaux, soit 75 millions d'auditeurs potentiels, joignent encore en 2010 forces et expertises.

Grosso modo, chaque année, les membres des RFP ont entre elles près de 4000 échanges, desquels découlent des productions comme des séries (Brel, aimer jusqu'à la déchirure, Jacques, Jacques Higelin, etc.), des échanges d'actualité (avec des journalistes comme Akli Aït Abdallah) ou de programmes... Et aussi des projets, comme la coproduction du feuilleton (10 épisodes de cinq minutes) Un bébé pour Noël, mettant en vedette Anne Dorval, écrit par l'écrivaine québécoise Nadine Bismuth et qui sera diffusé à la fin de l'année un peu partout dans le monde

francophone grâce aux antennes des RFP.

Proximité et flexibilité

Donc, la radio tient son succès du fait qu'elle est un média de sens, mais aussi, de proximité et de flexibilité. Des qualités que les RFP exploiteront dans cet autre grand projet, le défi du mandat de Sylvain Lafrance, qui sera mené en Haïti cette année à l'occasion des élections. «La radio est un média souple, insiste M. Hees, et quand tout s'est cassé là-bas, en Haïti, il est resté la radio. Nous avons tous un intérêt très fort pour ce pays et on voulait afficher cela», explique-t-il.

Lors des élections en Haïti, les membres des RFP joindront leurs forces et déploieront leurs antennes et leurs journalistes pour à la fois offrir une couverture dans toute la francophonie, mais aussi aider la radio locale à se réorganiser.

Mais avant cela, un autre défi commun attend les membres des RFP, soit le Sommet de la Francophonie qui se tiendra à



Sylvain Lafrance, lors du lancement de tou.tv.

PHOTO D'ARCHIVES PASCAL RATTHÉ

Montreux, en Suisse, fin octobre (21 au 24 octobre). La Radio Télévision Suisse en est le diffuseur officiel. «On assistera à une grande première, un grand gala de chanson francophone le 20 octobre dans le cadre du Sommet. C'est une opération fantastique, le gala sera diffusé partout sur les télévisions et radios francophones publiques», a fait savoir Gilles Marchand, le directeur de la RTS et vice-président des RFP.

Luc Picard nouveau président des Jutra

Luc Picard présidera la prochaine soirée des Jutra. Il succède ainsi à Danielle Proulx qui a occupé ce poste lors des trois dernières éditions.

Maxime Demers

demersm@ruefrontenac.com

«Je suis vraiment heureuse des années que j'ai passé comme présidente des Jutra. J'ai participé avec beaucoup de plaisir à cette grande fête du cinéma québécois et j'ai le sentiment que les améliorations récemment apportées au mode de scrutin ont acquis l'assentiment de l'ensemble des artistes et artisans du cinéma québécois», a déclaré Danielle Proulx dans un communiqué envoyé aux médias mercredi.

Avant elle, Jean-Claude Labrecque, Roger Frappier, Pierre Curzi et Michel Côté avaient, tour à tour, occupé le poste de président des Jutra.

Acteur très en vue, autant au cinéma qu'à la télévision, passé



Luc Picard est un habitué des Jutra.

PHOTO D'ARCHIVES OLIVIER JEAN

récemment derrière la caméra (on lui doit *L'audition* et *Babine*), Luc Picard est un habitué des Jutra. Il a été nommé à plusieurs reprises et a remporté deux Jutra : celui du meilleur acteur en 2002 pour son rôle dans *15 février 1839* de Pierre Falardeau et, l'année suivante, celui du meilleur acteur de soutien pour son travail dans *Le Collectionneur* de Jean Beaudin.

SERGE BÉLAIR n'est plus

Serge Bélaïr, l'un des premiers annonceurs vedettes de Télé-Métropole, est décédé mardi, en fin d'après-midi. Il était hospitalisé à l'hôpital Charles-LeMoine, accablé par un cancer de l'œsophage.

Pascale Lévesque

levesquep@ruefrontenac.com

«Il est décédé à 4h23, dans les bras de son épouse Alice, en compagnie de sa fille Nathalie», a confié à Rue Frontenac Yvan L'Écuyer, un ami du défunt.

Serge Bélaïr a commencé sa carrière dans les médias en 1955 à Victoriaville, à CFDA, avant de devenir

un pilier de CJMS et d'œuvrer à TVA pendant 13 ans. Il aura participé à Cherchez le magot, Bon dimanche, Qui dit vrai? et L'union fait la farce. On l'a aussi vu dans le film culte Valérie, avec Danielle Ouimet, avec qui il avait déjà animé Vedettes en direct à CKVL. En 2003, il avait effectué un bref retour en ondes à Radio Nostalgie.

Rue Frontenac avait déjà fait état, plus tôt en septembre, des problèmes de santé de cette légende des médias. M. Bélaïr subissait déjà des traitements de chimiothérapie.

Selon les vœux de l'ancienne vedette de TVA, aucunes funérailles ne sont organisées et il ne sera pas exposé. Son ami Yvan L'Écuyer évoque une simple liturgie de la parole dans l'intimité.



Le dossier du capitaine du Canadien est classé. Après avoir passé l'année de son centenaire sans personne à ce poste, le Tricolore a confirmé mercredi la nomination de Brian Gionta, le 28^e de la lignée.



Gionta succède à Saku Koivu, qui avait occupé le poste durant 10 ans. Il devient, du même coup, le deuxième joueur d'origine américaine à se voir anoblir de ce prestigieux titre chez le Canadien.

Le premier fut Chris Chelios, qui avait partagé le rôle avec Guy Carbonneau lors de la saison 1989-1990. Les deux joueurs avaient été élus lors d'un vote tenu auprès de leurs coéquipiers.

Gionta a été choisi par Jacques Martin, qui s'en est remis à son jugement et au poulx de son équipe. Les défenseurs Andrei Markov et Hal Gill lui serviront d'assistants.

Le trio a été présenté aux médias après la séance d'entraînement qui s'est tenue au Complexe sportif Bell, à Brossard.

Groupe des sept

En commentant la nouvelle, Martin a indiqué que Tomas Plekanec, Josh Gorges, Scott Gomez et Mike Cammalleri complèteront ce qu'il a appelé le groupe de leadership de l'équipe.

C'est monté sur un petit podium que Gionta, le plus petit capitaine du Canadien depuis Henri Richard et Yvan Cournoyer, qui avaient porté le «C» à tour de rôle entre 1971 et 1979, a répondu aux ques-

tions des journalistes.

«C'est un honneur, il va sans dire, d'être nommé capitaine de l'équipe la plus prestigieuse de la Ligue nationale», a-t-il dit d'entrée de jeu.

«C'est vraiment excitant d'être associé aux grands joueurs qui ont assumé ce poste dans l'histoire de cette organisation.»

Gionta n'entend pas vraiment changer son approche auprès de ses coéquipiers. Il compte exercer son leadership de la même façon qu'il l'a toujours fait.

«Je m'applique à donner l'exemple davantage sur la patinoire», a-t-il continué.

«Je ne suis pas le seul leader dans cette équipe. On mise sur quatre ou cinq joueurs qui possèdent les compétences pour être capitaine.»

À cet égard, Gionta ne doute pas que ses adjoints sont capables d'exercer une influence dans le vestiaire.

«Markov et Gill sont expérimentés, a-t-il ajouté. Ils connaissent le tabac. Ils savent comment les choses fonctionnent. Ce sont de grands joueurs.»

Des efforts pour apprendre le français

Évidemment, Gionta a été questionné sur le fait français. Il a eu la même réponse qu'il avait donnée au tournoi de golf de l'équipe, il y a deux semaines.

«Je suis installé à Montréal avec ma famille», a-t-il rappelé.

«Nous adorons la ville et nous allons faire tout ce qu'il faut pour apprendre le français. Je ne vous promets pas que je vais le parler couramment, mais je vais essayer.

«C'est important pour moi de m'intégrer à la culture d'ici.»

Lamoriello content pour lui

C'est la deuxième fois que Gionta se retrouve capitaine de son équipe. Il l'avait été une première fois avec la formation de Boston College.

En quatre ans avec cette équipe, il avait été finaliste à trois reprises au trophée Hobey Baker, attribué annuellement au joueur par excellence des rangs universitaires américains.


Durant sa carrière au New Jersey, ses deux premiers capitaines ont été Scott Stevens et Scott Niedermayer, deux joueurs qui imposaient le respect comme lui.

Patrik Elias a hérité du titre après le départ de Niedermayer pour Anaheim, mais pas pour longtemps. Il a été remplacé par Jamie Langenbrunner.

Le directeur général des Devils, Lou Lamoriello, a d'ailleurs eu de bons mots pour Gionta dans une entrevue au réseau ESPN.


«Je ne peux être plus content et plus fier de lui», a-t-il dit à notre confrère Pierre Lebrun.

«Dès sa première journée avec nous, il s'est affirmé comme un des meilleurs porte-couleurs de notre équipe, tant comme homme que comme joueur.»



EN DIRECT ▶
sur votre iPhone ou votre iPod Touch
TÉLÉCHARGEZ notre application

▶ <http://ruefrontenac.os.ca/>



Martin: «Le choix de Brian était évident»

Jacques Martin n'est pas vraiment le genre à faire l'apologie d'un joueur. Sans dire qu'il est réfractaire à ce discours, il fait habituellement montre d'une certaine réserve. Or, il n'a pas ménagé les mots et les compliments, mercredi, pour expliquer la nomination de Brian Gionta au poste de capitaine du Canadien.

Marc De Foy

defoym@ruefrontenac.com

«Le choix de Brian était évident pour l'organisation, a-t-il déclaré sans ambages. On a eu l'occasion d'évaluer son leadership la saison dernière. Sa nomination était tout aussi évidente pour ses coéquipiers qui l'avaient choisi à titre de candidat de l'équipe au trophée King-Clancy.»

Cette distinction est remise depuis 1988 à un joueur de la Ligue nationale qui se distingue pour son leadership tant sur la patinoire que dans ses activités quotidiennes avec l'équipe, ainsi que pour son implication dans la communauté.

Shane Doan, capitaine des Coyotes de Phoenix, en a été le lauréat la saison dernière.

«Brian démontre du leadership sur la glace et à l'extérieur de la patinoire, a continué Martin. Il se démarque aussi par sa détermination, sa force de caractère et son sens de l'entraide envers ses coéquipiers.»

Un grand jour

De leur côté, Hal Gill et Andrei Markov se disaient contents pour Gionta, eux qui ont été reconduits dans leurs fonctions d'assistants-capitaines.

«Il n'y a pas plus grand honneur que d'être choisi capitaine de son équipe, particulièrement à Montréal, a dit Gill. Brian vit un grand jour.»

Prétendant au poste à titre de doyen de l'équipe en termes d'années de service, Markov semblait très heureux pour Gionta. «Brian le mérite, a-t-il affirmé. C'est un bon joueur et il possède beaucoup d'expérience.»

Plus difficile de procéder par vote

En définitive, il aura fallu près d'une quinzaine de mois pour trouver un successeur à Saku Koivu. C'était peut-être le temps qu'il fallait en raison des nombreux changements apportés à la formation la saison dernière.

Pour cette raison justement, n'aurait-il pas été de mise de permettre aux joueurs de procéder au choix de leur capitaine?

«On pourrait invoquer plusieurs raisons pour dire que ça revient aux joueurs, comme on pourrait en mentionner plusieurs pour dire que ça relève de la direction, a répondu Gill. De nos jours, les joueurs arrivent et repartent. Les mouvements de personnel sont nombreux. Il fut une époque où un joueur pouvait rester 10 ans

avec une équipe. On ne voit plus ça souvent.

«Dans un monde idéal, ce serait aux joueurs de sélectionner leur capitaine. Mais dans ce cas-ci, la direction a pris la bonne décision.»

Le bon profil

Gill estime que Gionta correspond au profil d'un bon capitaine.

«De la façon dont je vois les choses, Markov sera le policier intransigent et moi, le bon policier qui pardonne. En tant que capitaine, Brian tranchera entre les deux», a dit le vétéran défenseur au confrère Martin McGuire, de CKAC Sports.

Gill dit toutefois vrai dans le cas de Markov. À l'époque où Markov restait peu souvent dans le vestiaire pour répondre aux questions des journalistes, Mike Komisarek nous avait raconté que le bon vieux Andrei était beaucoup moins gêné derrière des portes closes. Quand les choses ne vont pas à son goût, il tempête!

On peut en dire autant de Michael Cammalleri qui a eu des prises de bec avec Josh Gorges et Maxim Lapierre durant des séances d'entraînement, la saison dernière.

«Le choix de Gionta était le plus logique, a d'ailleurs commenté Lapierre. Un capitaine n'a pas toujours besoin de parler pour donner l'exemple. Il doit rester



Jacques Martin est élogieux envers Brian Gionta, qui se démarque «par sa détermination, sa force de caractère et son sens de l'entraide».

PHOTO D'ARCHIVES ROGERIO BARBOSA

calme dans les moments difficiles. Dans les séries, Brian n'a jamais créé un climat de stress dans le vestiaire ou sur la patinoire. On avait toujours l'impression que tout allait bien.»

Même son de cloche du côté de Mathieu Darche.

«Le choix de capitaine se résume dans son comportement de tous les jours, a-t-il raconté. Brian est peut-être le plus petit joueur de notre équipe, mais il ne craint pas de se faire frapper devant le filet pour marquer ses buts.

«Son comportement et son travail acharné sont les raisons pour lesquelles il fait un bon capitaine.»

Henri Richard: «Gionta a du coeur au ventre»

À cinq pieds et sept pouces, Brian Gionta est le plus petit capitaine du Canadien depuis la glorieuse époque d'Yvan Cournoyer et de Henri Richard, qui étaient de la même taille que lui.

Pierre Durocher

durocherp@ruefrontenac.com

«La taille n'a aucune espèce d'importance, s'est empressé de dire Richard lorsqu'on l'a joint au téléphone mercredi après-midi. C'est la grosseur du cœur qui importe, et Gionta a du cœur au ventre. Il travaille fort à chaque match et il ne craint pas de foncer vers le filet adverse.

«J'ai toujours aimé ce joueur et je me réjouis de cette nomination faite par la direction du Canadien.

C'est un excellent choix.»

Richard, qui a agi comme capitaine de 1971 à 1975, peut se reconnaître chez un joueur comme Gionta, qui n'a pas froid aux yeux malgré ses cinq pieds et sept pouces.

«C'est vrai, mais il n'est pas le seul. J'adore aussi la détermination et le courage d'un Martin Saint-Louis, a-t-il précisé. Un joueur de petit gabarit doit travailler encore plus fort pour faire sa place dans la LNH. Il faut les admirer, ces joueurs, car ils ont dû surmonter des tas d'embûches pour atteindre leur objectif.»

Henri Richard détient un record de la LNH qui ne sera sûrement jamais éclipsé, soit 11 conquêtes de la coupe Stanley. C'est une de plus que Cournoyer... et dix de plus que Gionta!

Béliveau avait été choisi par les joueurs

Jean Béliveau a été l'un des plus grands capitaines de l'histoire du Canadien. Il a occupé ce rôle de 1961 à 1971.

«Ce sont les joueurs qui avaient voté pour moi, et je ne m'attendais pas à être élu, a-t-il raconté à Rue Frontenac. Trois joueurs compétaient plus d'années d'ancienneté que moi. Gionta a été choisi par la direction du Canadien et c'est une décision bien réfléchie puisqu'on s'est donné un an pour la prendre.»

Selon l'ancien numéro 4, le job de capitaine comporte de grandes responsabilités.

«Il n'est pas juste porte-parole de l'équipe sur la patinoire, notamment auprès des officiels, ou encore en dehors de la glace, lors d'apparitions publiques. Un bon capitaine

doit être toujours là pour ses coéquipiers quand ces derniers ont besoin d'aide», a fait remarquer Béliveau.

«Je dirais même que c'est sa responsabilité principale. Il ne faut pas sous-estimer ce rôle. J'ai souvent été impliqué dans des affaires personnelles. Un capitaine doit toujours être à l'écoute lorsqu'un coéquipier demande de l'aide ou requiert son appui.»

À l'instar d'Henri Richard, Béliveau apprécie pleinement le type de joueur qu'est Gionta.

«Je l'aime bien parce qu'il se présente pour jouer tous les soirs, a souligné le grand Jean. La direction a bien analysé les candidats, et Gionta possède toutes les qualités requises pour être un bon capitaine pour le Canadien. Je suis très heureux de ce choix.»



Description de tâche: Dans les catacombes du Madison Square Garden, il y a un trou sans fond. Et tout juste à côté de ce gouffre, il y a une immense pile d'argent. Votre tâche consistera à pelleter le plus d'argent possible dans le trou. Salaires et avantages sociaux extrêmement compétitifs. (...)

C'est sans doute de cette manière qu'était rédigé l'affichage du poste de président-directeur général des Rangers de New York quand Glen Sather a posé sa candidature en 2000. C'est la seule chose qui puisse expliquer sa longévité. Car si son job avait consisté à bâtir une équipe et à remporter des matchs de hockey, il aurait été congédié depuis longtemps.

Depuis le début du règne de Sather, les Rangers ont remporté un total de deux séries éliminatoires...

Le week-end dernier, Sather a pris la décision de renvoyer Wade Redden dans les ligues mineures. Ce dernier était déjà grandement en perte de vitesse quand Sather lui avait consenti un contrat de 39 M\$ pour six ans à l'aube de la

saison 2008-2009. Dans le monde du hockey, personne n'en croyait ses yeux ni ses oreilles quand les détails de cette entente avaient été dévoilés. Or, le défenseur vétérán a encore quatre ans et 23 M\$ à écouler à ce fameux contrat. Et il n'endossera même plus l'uniforme! Les autobus de la Ligue américaine lui sembleront sans doute bien plus confortables qu'à ses jeunes coéquipiers...

Dans les livres comptables des Rangers, cette décision équivaut à garrocher 23 millions de billets verts par la fenêtre. Mais pour tous ceux qui suivent le hockey de près, c'est 39 M\$ qui avaient été pelletés dans le fameux trou avant même que Redden soit présenté aux médias new-yorkais.

Ces 39 ou ces 23 M\$ (faites votre choix) gaspillés sur Redden sont allés dans le même trou que les 45 M\$ versés à Bobby Holik (pour cinq ans, en 2002). Même chose pour les 31 M\$ (pour six ans) versés au défenseur russe Darius Kaparaitis, qui s'était retrouvé dans la Ligue américaine deux ans plus tard, exactement comme Redden!

Et que dire des 35,25 M\$ pour cinq ans concédés à Chris Drury?

Et des 51,5 M\$ (pour sept ans) qui ont été octroyés à Scott Gomez?

De toutes les folles dépenses qu'il a commises depuis le début de son mandat à New York, la seule que Sather soit parvenue à corriger a été l'embauche de Gomez, qu'il a refilé au Canadien dans une célèbre transaction en juin 2009.

Le même sort que Redden?

Cela nous amène à la question suivante: Avant la fin de son contrat (prévue pour 2014), Gomez subira-t-il à Montréal le même sort que Wade Redden vient de subir à New York? Finira-t-il sa carrière en se tapant des balades de 15 heures en autobus avec les Bulldogs de Hamilton?

Juste une parenthèse ici. Gomez est un excellent hockeyeur. Wade Redden aussi, d'ailleurs.

La seule raison pour laquelle Redden est devenu un indésirable chez les Rangers, c'est parce que son salaire amputait la masse salariale de l'équipe de 6,5 M\$. Sur le marché, un défenseur qui récolte 45 ou 50 points vaut 6,5 M\$. Si Redden avait livré cette marchandise, il ne serait pas en train de magasiner un appartement à Hartford.

Mais à 14 ou 26 points par saison, Redden est devenu un fardeau à porter. Il y a dans la ligue des tonnes de défenseurs capables de livrer la même chose pour le tiers du prix.

Scott Gomez, je le répète, est un excellent hockeyeur. Mais c'est un marqueur qui a inscrit une moyenne de 14 buts dans 10 de ses 11 saisons passées dans la LNH. C'est un attaquant qui a inscrit 12 buts l'année dernière. Et deux buts en 19 matchs éliminatoires.

Et grâce à Glen Sather, c'est un joueur qui ampute la masse salariale du CH de 7,357 M\$ au même titre qu'un marqueur de 40 buts. Dans la LNH, il y a des tonnes de joueurs qui peuvent livrer 14 buts pour le tiers du prix.

Dans un ou deux ans, Lars Eller et Louis Leblanc seront-ils capables de patrouiller le centre, de marquer 14 buts et de récolter 50 points pour cette équipe? Si oui, Pierre Gauthier se retrouvera exactement avec le même genre de dilemme que Sather.

Au lieu de pelleter le contrat de Gomez dans son bon vieux trou, Glen Sather a eu la chance de le pelleter à Montréal. Un jour, il refera donc surface.